

Le président burundais s'engage pour des élections "exemplaires" en 2015

PANA, 30 juin 2014 Bujumbura, Burundi - Le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, s'est engagé, lundi, dans un message solennel à la nation, la veille de la célébration du 52^e anniversaire de l'indépendance nationale, en faveur d'élections en 2015 qui seront "meilleures" que toutes celles que le Burundi démocratique a connues "ce jour". Nous le pouvons, parce que la volonté politique de le faire est là, de même que le sens de l'intégrité nationale", a-t-il déclaré dans son message. Pour lui encore, "les élections sont un passage obligé pour avoir des dirigeants légitimes et qui ont la confiance du peuple".

Le président Nkurunziza a mis en garde tous ceux qui seraient tentés de perturber ou empêcher le déroulement normal des prochaines élections générales de 2015. "Ceux-ci seront considérés comme des ennemis de la paix, de la démocratie, des Burundais, de l'indépendance nationale et seront traités comme tels devant la loi", a-t-il averti. L'atmosphère pré-électorale est déjà tendue au Burundi par plusieurs points de divergence entre la mouvance présidentielle et l'opposition. Au nombre de ceux-ci figure le nombre de mandats présidentiels dont le flou constitutionnel qui l'entoure, ouvre la voie à des spéculations dans les deux camps. L'instrumentalisation de jeunes affiliés aux partis politiques est une autre source de chicanes entre les différents acteurs politiques à l'approche des élections de 2015. Le "verrouillage" de l'espace politique fait également l'objet de lamentations sans cesse croissantes de la part de l'opposition extraparlamentaire. Dans son message à la nation, le chef de l'Etat a également lancé un appel pressant à la communauté internationale des bailleurs de fonds pour qu'elle aide financièrement dans la préparation et l'organisation matérielle des prochaines élections dans le pays. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a déjà sorti des estimations qui s'élèvent à quelque 60 millions de dollars américains nécessaires au financement des prochaines élections législatives, communales, présidentielle, sénatoriales, zonales et collinaires des mois de mai à septembre 2015.